

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/M/74

16 juillet 2004

(04-3057)

Conseil du commerce des marchandises

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES TENUE LE 5 JUILLET 2004

Président: S.E. M. l'Ambassadeur Chiaradia (Argentine)

La réunion du Conseil du commerce des marchandises, convoquée par l'aérogamme WTO/AIR/2352, s'est déroulée sur la base de l'ordre du jour proposé dans le document G/C/W/491.

| | | |
|-------------|--|----------|
| I. | EXAMEN DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LES MIC AU TITRE DE L'ARTICLE 9..... | 1 |
| II. | ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX..... | 4 |
| A. | ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE LA REPUBLIQUE DE COREE ET LE CHILI – NOTIFICATION DES PARTIES (WT/REG169/N/1, WT/REG169/1)..... | 4 |
| B. | ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPEENNE – NOTIFICATION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES (WT/REG170/N/1) | 4 |
| III. | SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC (G/L/223/REV.11)..... | 5 |
| IV. | AUTRES QUESTIONS..... | 6 |
| A. | DEMANDE DE PROROGATION DE LA PERIODE DE TRANSITION PREVUE PAR L'ACCORD SUR LES MIC PRESENTÉE PAR LE PAKISTAN | 6 |
| B. | DECLARATION DE L'ÉQUATEUR | 7 |

| | | |
|-----------|---|--|
| I. | EXAMEN DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LES MIC AU TITRE DE L'ARTICLE 9 | |
|-----------|---|--|

Le Président a dit que le premier point de l'ordre du jour concernait l'examen de l'Accord sur les MIC, prescrit par l'article 9. Il a noté que l'Inde et le Brésil avaient fait distribuer, sous couvert du document JOB(04)/93 daté du 1^{er} juillet 2004, une communication contenant une proposition conjointe d'étude concernant l'effet de l'élimination des MIC. Il a demandé à ses auteurs de la présenter.

Le représentant du Brésil a rappelé qu'en juin 2003, la délégation de la Colombie avait évoqué la possibilité de mener une étude additionnelle ou de rédiger une note technique en se fondant sur les notifications de MIC présentées à ce jour à l'OMC. L'étude permettrait d'évaluer les effets des MIC notifiées sur le commerce mondial et le développement. Pour donner suite à la suggestion de la Colombie, les délégations du Brésil et de l'Inde avaient voulu proposer quelques idées préliminaires sur les éléments que pourrait contenir une telle étude, dont l'objectif serait d'évaluer, à la lumière des notifications présentées depuis 1995, les effets des mesures en question et de leur élimination sur le développement. La plupart de ces notifications concernaient les industries automobile et agroalimentaire, d'où l'attention particulière qu'il conviendrait de leur prêter. Au point III, le

document JOB(04)93 proposait une liste des questions essentielles qui pourraient être traitées dans le cadre d'une telle étude. Par exemple, elle pourrait évaluer quelles étaient les principales branches de production et d'activités affectées par les MIC. Dans quelle mesure les MIC contribuaient-elles à la réalisation des objectifs fixés? Dans quelle mesure l'élimination des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux avait influé sur le niveau de l'approvisionnement local par rapport aux importations? L'étude pourrait aussi examiner dans quelle mesure l'élimination des MIC avait influé sur la capacité du pays d'accueil à attirer l'IED dans la branche de production concernée. Dans quelle mesure les effets de l'élimination des MIC avaient-ils été affectés par d'autres mesures de politique commerciale (niveau des droits d'importation, règles d'origine préférentielles, etc.)? L'étude pourrait aussi évaluer comment les effets différaient entre les Membres et s'ils différaient selon que la production était destinée à l'exportation ou au marché intérieur. Enfin, quelle avait été la réaction du secteur privé – local et sous contrôle étranger. C'était là une liste de questions qui pourraient contribuer à relancer l'examen au titre de l'article 9.

Le représentant de l'Inde, appuyant l'intervention du Brésil, a dit que l'étude proposée aurait pour but de mesurer l'effet des MIC et de leur élimination sur le commerce et le développement. Pour lui, une telle étude pouvait nourrir utilement les débats tout en aidant les Membres à mieux comprendre les aspects des MIC liés au commerce et au développement. Cela n'excluait pas, bien sûr, d'autres contributions, les Membres pouvant faire part de leur propre expérience en ce qui concerne le fonctionnement des MIC. L'intervenant a rappelé aux Membres que le document de fond, présenté conjointement par son pays et le Brésil en octobre 2002, proposait quelques idées concrètes pouvant être examinées dans le cadre de l'examen des MIC. Il les a exhortés à poursuivre leur réflexion sur le nouveau document et a invité instamment le Président à creuser ces idées lors de consultations informelles avec eux. Sa délégation serait heureuse de participer à de tels échanges et de discuter avec les autres Membres du mandat qui pourrait guider cette étude. Il était certain qu'animé par un esprit constructif, le Conseil serait en mesure de se doter d'un programme de travail structuré pour les discussions au titre de ce point de l'ordre du jour.

La représentante de la Colombie a rappelé que sa délégation avait indiqué plus tôt que l'examen de l'Accord sur les MIC était l'occasion d'évaluer l'incidence des MIC et de leur élimination sur le commerce et le développement. L'analyse des notifications présentées depuis le Cycle d'Uruguay fournirait des éléments factuels montrant les effets des MIC sur le développement économique. Le mandat était adapté à la réalisation des objectifs proposés. Bien que les mesures se concentrent sur les secteurs automobile et agroalimentaire, l'intervenante a redit sa préférence pour une étude portant sur tous les secteurs.

Le représentant des États-Unis a dit qu'il transmettrait le document à sa capitale pour obtenir une réaction plus officielle, mais, de prime abord, il estimait que l'objet du document était de servir de base à ce qui pourrait en fait devenir une véritable révision de l'Accord sur les MIC. Cette démarche outrepassait largement le mandat de l'examen au titre de l'article 9, tel qu'il le concevait. À son avis, une étude de ce type ne ferait pas l'unanimité parmi les Membres de l'OMC.

Pour la représentante des Communautés européennes, les études que les Membres avaient reçues à ce jour avaient été utiles, mais il était peu probable que la question de savoir s'il s'agissait d'examiner le fonctionnement de l'Accord ou d'en réviser le texte serait tranchée par le CCM. Elle transmettrait la proposition à Bruxelles et aurait peut-être des observations additionnelles à formuler à la réunion suivante.

Le représentant du Canada n'était pas certain que ce type d'étude apporte grand-chose étant donné les divergences substantielles existant au sujet de l'examen au titre de l'article 9. Sa délégation était prête à envisager l'échange de données d'expérience nationales comme voie de progrès possible, mais le lieu approprié pour cet échange serait le Comité des MIC et non le CCM.

Le représentant de l'Argentine a dit que l'article 9 de l'Accord sur les MIC était très clair: il s'agissait d'examiner le fonctionnement de l'Accord et, selon qu'il était approprié, de proposer des amendements au texte. La tâche comportait deux phases: l'étude et l'évaluation. Le CCM en était encore à la phase de l'examen ou de l'étude, qui avait donné lieu à quelques documents très utiles, tels l'étude conjointe de la CNUCED et de l'OMC et la proposition conjointe de l'Inde et du Brésil. Il était toujours bon de disposer d'études ou de communications supplémentaires afin de procéder à un examen qui soit rationnel et solidement étayé. C'est pourquoi l'Argentine jugeait positive l'initiative prise par le Brésil et par l'Inde dans leur dernière proposition. Sa délégation était favorable à une nouvelle étude dont le mandat serait celui qu'avaient suggéré l'Inde et le Brésil. Les questions du point III étaient importantes, en particulier la question de savoir dans quelle mesure les MIC contribuaient à la réalisation des objectifs fixés.

Le représentant de Cuba a souscrit à la proposition qui rendrait service à tous les Membres car elle les aiderait à décider s'il fallait ou non amender le texte de l'Accord.

Le représentant du Kenya a appuyé le Brésil et l'Inde ainsi que leur proposition conjointe d'étude concernant l'effet de l'élimination des MIC. Sa délégation avait examiné les questions qui seraient traitées, et avait relevé que l'étude en aborderait certaines qui avaient déjà été soulevées par le Kenya, par exemple l'incompatibilité entre l'élimination des MIC et les stratégies de développement constatée dans certains pays. En outre, il s'est dit rassuré par les propos du Brésil pour lequel il s'agissait seulement d'un échantillon de questions possibles. Il partageait également l'avis exprimé par la Colombie selon lequel il fallait élargir le champ de l'étude et non le restreindre.

Le représentant du Brésil a remercié les Membres pour leurs observations au sujet de la proposition, et a dit que l'approche défendue par la Colombie et le Kenya, qui souhaitaient étendre le champ de l'étude, ne poserait pas de problème majeur. Il estimait, comme l'Argentine, que le mandat était parfaitement clair et doutait que le Brésil et les États-Unis aient la même interprétation sur ce point. L'article prévoyait certes l'examen du fonctionnement de l'Accord, mais aussi la possibilité de proposer des amendements au texte. Dans le document, le Brésil ne suggérait aucun amendement mais s'efforçait de trouver quelques bases concrètes sur lesquelles fonder une discussion au sujet de la révision de l'Accord. Il était surprenant que des Membres cherchent à priver ce Conseil de l'occasion d'évaluer les possibilités de réviser l'Accord sur la base de faits. Les observations de l'intervenant ont reçu l'appui du représentant de l'Inde.

Le représentant du Pakistan a souscrit aux commentaires du Brésil et de l'Inde ainsi qu'à ceux des délégations favorables à la proposition. Celle-ci se bornait à préconiser une étude qui serait seulement un prélude à ce que les Membres feraient lors des négociations futures, et, sans préjuger de l'issue de ces négociations, il s'est dit partisan de l'étude et a exhorté les Membres à la considérer avec un esprit ouvert, une fois qu'ils auraient reçu les réactions de leur capitale.

Le Président a dit qu'en ce qui concernait la proposition d'étude, les Membres avaient certes exprimé des points de vue différents mais s'étaient dans l'ensemble montrés favorables à l'idée de transmettre le texte à leur capitale pour analyse et réflexion. À l'évidence, il faudrait plus de temps pour l'examiner. Il a donc proposé que le Conseil prenne note des déclarations et convienne de revenir sur ce point et sur la question de l'étude proposée, à sa prochaine réunion.

Il en a été ainsi convenu.

II. ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

- A. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE ET LE CHILI – NOTIFICATION DES PARTIES (WT/REG169/N/1, WT/REG169/1)
- B. ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE – NOTIFICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (WT/REG170/N/1)

Le Président a appelé l'attention des Membres sur les deux accords énumérés sous ce point, qui avaient été notifiés au titre de l'article XXIV du GATT. Les textes de ces accords avaient été distribués dans les documents indiqués. L'Accord de libre-échange entre la Corée et le Chili n'a suscité aucune observation.

En ce qui concerne l'élargissement de l'Union européenne, le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté des déclarations d'intérêt aux Communautés européennes et aux nouveaux États membres de l'Union européenne en avril et attendait encore une réponse officielle. En outre, les Communautés européennes n'avaient pas encore fourni l'ensemble des données nécessaires pour que les négociations sur les compensations puissent débuter. En particulier, les notifications qu'elles avaient présentées sur leurs droits de douane et leurs échanges n'incluaient pas les taux consolidés dans le cadre des contingents et hors contingents pour les lignes tarifaires visées par un régime de contingent tarifaire dans les Communautés ou leurs États membres. Les CE n'avaient pas non plus notifié de nouveaux chiffres concernant les contingents tarifaires qu'elles envisageaient d'instaurer après l'élargissement le 1^{er} mai 2004. La délégation des États-Unis demandait aux Communautés européennes de fournir ces informations relatives aux taux consolidés, et d'indiquer, dès que possible, les nouveaux contingents tarifaires qu'elles comptaient mettre en place. Il était extrêmement préoccupant de constater que, deux mois après l'élargissement intervenu le 1^{er} mai, les Communautés européennes n'avaient toujours pas véritablement engagé avec les Membres intéressés des négociations au titre de l'article XXVIII compte tenu de l'élargissement de l'Union européenne. Il était également préoccupant que les Membres intéressés ne sachent toujours rien de l'accès que leurs marchandises couvertes par des contingents tarifaires auraient au marché communautaire dans une Union européenne élargie. Les États-Unis demandaient que les Communautés européennes achèvent leur analyse interne afin de permettre la prompte poursuite des consultations et des négociations bilatérales, et apportent des éclaircissements sur les questions qui venaient d'être évoquées.

Le représentant du Japon s'est aussi dit préoccupé du fait que les Communautés européennes n'avaient encore donné aucune réponse aux questions qui leur étaient posées. Le Japon souhaitait conclure la négociation aussi rapidement que possible, mais seulement après avoir reçu les informations nécessaires.

Le représentant du Canada a aussi instamment prié l'Union européenne de soumettre les informations demandées aux Membres, dans les plus brefs délais, afin que son pays puisse achever son analyse en vue des négociations au titre de l'article XXVIII, qui avaient déjà pris un retard considérable.

La représentante de la Thaïlande a dit que sa délégation attendait la réponse des Communautés européennes. De plus, comme l'élargissement avait pris effet en mai, la Thaïlande souhaitait savoir si les Communautés avaient prévu une sorte de mesure de transition pour les Membres attendant des compensations.

Le représentant de l'Australie a indiqué qu'il partageait les préoccupations des États-Unis, du Japon, du Canada et de la Thaïlande. L'Australie avait présenté des déclarations d'intérêt concernant l'élargissement de l'Union européenne et celle-ci n'avait pas fourni les informations complètes permettant au processus d'aller de l'avant. L'Australie priait instamment l'Union européenne de fournir ces informations dans les délais les plus brefs. La délégation australienne s'interrogeait

également sur un point qui ne se rapportait pas directement à l'article XXVIII mais à la liste de l'Union européenne, celui du soutien interne et des subventions à l'exportation pour les produits agricoles. Elle apprécierait de recevoir des informations à ce sujet, là aussi dans les meilleurs délais.

Le représentant du Brésil a déploré qu'il manque encore à sa délégation bon nombre des informations demandées aux Communautés européennes. Le Brésil avait déjà présenté une liste préliminaire de demandes, complétée ultérieurement par une deuxième liste exhaustive, mais le manque d'informations empêchait encore la délégation brésilienne de prendre toute la mesure des effets de l'élargissement. Le Brésil avait demandé aux Communautés européennes des informations supplémentaires sur l'équivalent *ad valorem* des données fournies, ainsi que des informations plus détaillées sur les volumes envisagés dans le cadre des contingents et hors contingents et sur les droits de douane, mais il ne les avait toujours pas reçus.

Le représentant du Taipei chinois a dit qu'il partageait les préoccupations des intervenants précédents, et pria instamment les Communautés européennes de fournir les informations demandées dès que possible.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué que son pays avait soumis des déclarations d'intérêt mais attendait encore la réponse, y compris sur les mesures de transition que les Communautés européennes comptaient mettre en place pour offrir une compensation à ceux dont le commerce était affecté depuis le mois de mai. Il exhortait les Communautés européennes à fournir les informations demandées dans les meilleurs délais, y compris sur les taux et les volumes des contingents tarifaires, afin que la Nouvelle-Zélande puisse entamer les négociations.

Le représentant du Pakistan a instamment prié les Communautés européennes de fournir aussi rapidement que possible les données qui leur étaient demandées par l'ensemble des Membres, de manière que ceux-ci puissent entamer des négociations sérieuses. Ce point de vue était partagé par les représentants de l'Équateur et de l'Argentine.

La représentante des Communautés européennes a dit qu'elle avait pris note des observations formulées en relation avec l'article XXVIII et qu'elle les transmettrait à Bruxelles.

Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations et recommande que le Comité des accords commerciaux régionaux examine les deux accords mentionnés ci-dessus, conformément au mandat suivant:

"Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, l'Accord de libre-échange entre la République de Corée et le Chili et l'Élargissement de l'Union européenne, et présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises. Il est entendu que les points convenus dont le Président du Conseil du commerce des marchandises a donné lecture au titre du point 7 de l'ordre du jour de la réunion du 20 février 1995 et qui sont reproduits dans le document WT/REG3/1 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'examen de ces accords. Il est également entendu qu'au cours de l'examen, il sera tenu dûment compte des différences intrinsèques entre les unions douanières et les zones de libre-échange."

Il en a été ainsi convenu.

III. SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC (G/L/223/REV.11)

Le Président a dit que la dernière révision de la liste des obligations de notification pertinentes figurait dans le document G/L/223/Rev.11. Ce document contenait toutes les notifications régulières ou périodiques jusqu'au 30 décembre 2003, et incorporait aussi les changements techniques apportés

au document, qui avaient été distribués aux Membres pour observations le 27 avril 2004. Comme l'ancien président du CCM l'avait fait observer, les changements suggérés étaient de nature purement technique et étaient censés tenir compte des faits nouveaux survenus depuis que le document sur les notifications avait été distribué pour la première fois. Le Président a rappelé que M. l'Ambassadeur Hovorka avait proposé que les délégations disposent d'une certaine période pour soumettre leurs observations sur les changements proposés. Le délai avait expiré le 21 mai 2004, et le Président croyait comprendre que le Secrétariat n'avait reçu aucune observation relative aux amendements. L'ancien président avait suggéré qu'il serait alors raisonnable de conclure que les Membres étaient réputés avoir approuvé le document, et que cette approbation pourrait être formalisée à la réunion en cours. L'ancien président avait soulevé une autre question se rapportant à la fréquence de distribution du document. Selon la pratique suivie alors, les mises à jour étaient distribuées deux fois par année. D'après ses consultations, M. l'Ambassadeur Hovorka avait informé le Président qu'il lui semblait que de l'avis de plusieurs Membres, ce document pouvait être distribué une seule fois par an plutôt que deux. Les Membres avaient aussi été invités à indiquer, avant le 21 mai, s'ils acceptaient ou non une distribution annuelle et non plus semi-annuelle du document. Aucune indication contraire ne lui étant parvenue, le Président en concluait que le document paraîtrait désormais une fois l'an. Le Conseil a approuvé les changements apportés au document sur une base *ad referendum*, en attendant l'approbation finale de la délégation des États-Unis.

Le représentant de la Chine a appelé l'attention sur le point suivant: à la page 44, dans le tableau sur l'évaluation en douane, deux cases concernant la Chine avaient été laissées en blanc en dépit des deux notifications adressées par son pays le 25 février 2004 sous couvert du document G/VAL/N/3/CHN/1. Il espérait que ces informations seraient prises en compte dans la prochaine mise à jour. De la même manière, à la page 58, dans les colonnes consacrées aux restrictions quantitatives, aucune mention ne figurait pour la Chine entre 1996 et 2001. Il s'agissait de la période précédant l'accession de la Chine à l'OMC, et il estimait que son pays n'avait alors aucune obligation de notifier, même s'il lui était loisible de le faire. Dans ces circonstances, la mention "s.o." était plus exacte. Le Président a dit que le document serait mis à jour, compte tenu des observations de la Chine.

Le représentant de l'Australie a pris note de la déclaration de la Chine concernant le fait que les cases correspondant à la période qui avait précédé son accession à l'OMC avaient été laissées en blanc. La position de la Chine, à savoir qu'elle n'avait pas alors à assumer les obligations de Membre, ne lui posait aucun problème. Il souhaitait néanmoins faire savoir qu'un certain nombre de pays accédants s'étaient efforcés de présenter des notifications en bonne et due forme dans le cadre de leur processus d'accession, afin de donner aux Membres l'assurance qu'ils se préparaient à leur nouveau statut. Il espérait que les pays continueraient d'agir ainsi. C'était naturellement sans préjudice de la nécessité d'enregistrer les obligations de notification des Membres. Sa délégation n'était pas opposée à la demande de la Chine mais tenait seulement à souligner à quel point il était souhaitable pour les pays accédants de notifier leurs politiques avant leur accession dans le contexte des groupes de travail chargés de leur accession.

Le Conseil a pris note des déclarations.

IV. AUTRES QUESTIONS

A. DEMANDE DE PROROGATION DE LA PERIODE DE TRANSITION PREVUE PAR L'ACCORD SUR LES MIC PRESENTEE PAR LE PAKISTAN

Le Président a informé les Membres sur l'état de la demande de prorogation de la période de transition prévue par l'Accord sur les MIC présentée par le Pakistan à la fin de l'année précédente et distribuée sous la cote G/C/W/478. Par la suite, les États-Unis avaient fait parvenir une communication contenant des questions sur la demande du Pakistan (document G/C/W/480). Les réponses avaient été distribuées sous couvert du document G/C/W/487, daté du 16 avril 2004. Sur la

base de ces renseignements additionnels, son prédécesseur à la présidence, M. l'Ambassadeur Hovorka, avait engagé une première série de consultations informelles avec un certain nombre de délégations intéressées concernant la demande du Pakistan. Il était manifeste que les Membres auraient besoin de plus de temps pour analyser l'information et qu'il convenait de mener des consultations pour examiner la demande. Le Président était disposé à poursuivre le processus de consultations lorsque les délégations seraient prêtes à le faire. Il ferait rapport au Conseil en temps opportun.

Le représentant des États-Unis a remercié le Pakistan pour les informations fournies. Les documents étaient à l'examen dans sa capitale et sa délégation ne tarderait pas à communiquer ses observations au Pakistan, par l'intermédiaire du Secrétariat; une nouvelle série de consultations serait peut-être indiquée à ce moment-là.

Le représentant du Pakistan a dit que, lors des dernières consultations informelles, sa délégation avait apprécié les réponses qu'elle avait reçues, et qu'elle était disposée à entrer en matière dès que les Membres auraient fini d'étudier le document et seraient prêts à entamer des consultations.

B. DECLARATION DE L'ÉQUATEUR

Le représentant de l'Équateur a dit que, à la précédente réunion du Conseil le 27 avril 2004, son pays avait posé un certain nombre de questions aux Communautés européennes au sujet du Règlement (CE) n° 414/2004 de la Commission. Ces questions avaient été distribuées aux Membres sous couvert du document G/C/W/486 et se rapportaient aux mesures spécifiques visant à adapter le régime des contingents tarifaires européens à l'importation de bananes à la suite de l'adhésion à l'Union européenne de dix nouveaux États membres le 1^{er} mai 2004. En outre, quelques jours avant la réunion susmentionnée, ces mêmes questions avaient été soumises directement aux Communautés européennes à Bruxelles par la Mission de l'Équateur dans cette ville et adressées aussi par sa délégation à la Mission des Communautés européennes à Genève. Bien que deux mois environ se soient écoulés, l'Équateur n'avait toujours pas reçu de réponse. De la même manière, il y avait environ deux mois également, l'Équateur avait soumis une série de questions sur le même sujet aux Communautés européennes dans le cadre du Conseil du commerce des services, qui, elles aussi, étaient encore sans réponse à ce jour. Selon sa délégation, des représentants d'États membres des Communautés européennes s'étaient dits tout à fait disposés à répondre aux questions de l'Équateur. L'orateur invitait donc instamment les Communautés européennes à répondre aux préoccupations de son pays. Sans préjudice de la présentation directe des réponses par les Communautés européennes à sa délégation et dans un souci de transparence, il demandait que ces réponses, compte tenu de leurs conséquences systémiques, soient présentées par écrit à la réunion suivante du Conseil, afin d'être distribuées à tous les Membres comme document officiel de l'OMC.

La représentante des Communautés européennes a noté que des consultations étaient en cours à Bruxelles sur les questions évoquées par l'Équateur. Elles transmettraient le message à Bruxelles et verrait ce qui pouvait être entrepris pour hâter le processus.

Le Président a dit que la réunion suivante du CCM était prévue pour le vendredi 1^{er} octobre 2004. L'ordre du jour serait arrêté le lundi 20 septembre 2004.
